



les bords de mer, un **bien commun** à l'usage de **Tous**
Les quais de la Seine ou le canal de l'Ourcq ne sont pas **la plage**

un **bien commun** à l'usage de **Tous**

le Droit aux **Vacances pour Tous**



Le droit aux **vacances** n'est pas un droit secondaire, une faveur pour certaines catégories de personnes, mais un **droit fondamental pour tous**.

La CGT a mené le combat pour :

- Permettre aux uns et aux autres de s'évader, se ressourcer et se libérer des contraintes de recherche d'emploi grâce au développement du tourisme social.
- Permettre l'accès aux colonies de vacances, aux centres de loisirs pour les enfants des salariés privés d'emploi.

La CGT a lutté pour ce droit au travers des congés payés. Il n'a été reconnu pour tous les salariés, y compris les privés d'emploi, que par la lutte.

S'évader, découvrir et élargir ses horizons doit faire partie de la vie de chacun et à plus fortes raisons de celle des familles. C'est pourquoi, **notre organisation des privés d'emploi CGT** considère que cette revendication est **un droit fondamental**. Il faut cependant militer pour lui donner sa véritable place et son application dans notre quotidien ;

Cela se traduit concrètement par :

1. L'accès aux équipements sportifs et de loisirs ainsi qu'aux colonies de vacances pour les enfants des privés d'emploi ;
2. L'octroi de chèques-vacances pour tous les privés d'emploi ;

Ce droit aux vacances ne peut et ne doit être remis en cause par l'abaissement généralisé des salaires et l'appauvrissement de notre pouvoir d'achat et le **recul social** qui est **inadmissible !** Comment justifier ou tolérer que des familles entières en particulier leurs enfants n'aient plus la possibilité de partir en vacances ?

Partir en vacances n'est pas une faveur, c'est un droit issu de luttes menées par nos anciens, qui en leur temps ont fait face aux mêmes réactionnaires qui s'opposent aujourd'hui — *par l'aggravation constante des conditions de vie et de travail* — à l'émancipation de tous les salariés et de leur familles qu'ils enferment dans la précarité et le chômage.



les bords de mer, un bien commun à l'usage de Tous

Le nouveau gouvernement Macron veut achever d'anéantir et nous voler nos droits et acquis sociaux — depuis l'après-guerre par le Conseil National de la résistance et la CGT — : il s'agit des droits à la sécurité sociale, à la retraite, aux allocations familiales, à la santé et aux services publics de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'emploi. Aucun service public n'est épargné par le hold up institutionnel opéré par MACRON que son gouvernement veut mettre en œuvre et imposer au pays. Pour le bénéfice des financiers, au détriment du plus grand nombre et de nos conditions de vie. Elles en seront plus détériorées par la baisse continue de notre pouvoir d'achat et par l'accroissement de la précarité généralisée.

**NOUS REFUSONS CE DICTAT DU GOUVERNEMENT AUX ORDRES
ET AU SERVICE DES MARCHÉS ET APPELONS**

à la **MOBILISATION GÉNÉRALE**
pour sauvegarder nos droits à la vie décente

Le 12 septembre 2017



CGT Chômeur rebelle, BULLETIN D'ADHESION Je me syndique à la **CGT** - Je souhaite recevoir des informations

Nom – Prénom : _____

Âge : _____

Adresse : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

À découper et à envoyer au : **Comité National CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires**
263, rue de Paris Case 5-4 à Montreuil 93100 - @ : chomeur@cgt.fr - Tél : 01 55 82 82 20